

# « Le débat sur les retraites est à la fois hyper-compassionnel et ultra-technocratique »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**EUGÉNIE BASTIE** @EugenieBastie

**LE FIGARO.** - Quel nouveau rapport à la vieillesse se dévoile selon vous dans l'attachement viscéral que manifestent les Français à l'âge de la retraite à 62 ans ?  
**Pierre-Henri TAVOILLOT.** - La retraite a changé de sens. Elle fut d'abord inventée pour un être un « secours » contre l'indigence sénile et permettre un bref temps de repos après une longue vie de labeur. « Aujourd'hui, vieillesse est synonyme de pauvreté » : c'est la phrase choc du rapport Laroque de 1960, qui marque le début en France de la retraite pour tous, une des plus formidables réussites de l'État-providence. C'est pourtant Bismarck qui en inaugure le dispositif (en 1891) avec l'intention de couper l'herbe sous les pieds des revendications socialistes. À l'époque, on disait méchamment (déjà) de son invention qu'elle était une « retraite pour les morts », puisque rares étaient les ouvriers qui parvenaient à atteindre l'âge légal (65 ans). La retraite d'aujourd'hui n'a plus du tout la même fonction. Avec l'augmentation de l'espérance de vie, dont il faut rappeler l'ampleur - 40 ans en 1900 ; 80 aujourd'hui, soit une vie entière de plus - elle est devenue le financement d'une nouvelle tranche de vie : un temps offert à l'épanouissement personnel après une vie de labeur de plus en plus courte.

Ce qui se dégage de ces manifestations, c'est que les Français n'aiment pas leur travail. N'y a-t-il pas un malaise profond autour du travail ?  
Oui, le travail a autant changé que la retraite. Aujourd'hui, il occupe en moyenne entre 10 % et 15 % de notre existence : il commence plus tard (23 ans en France), finit plus tôt (65 ans) avec une durée hebdomadaire moindre (35 heures), des congés payés, et une vie beaucoup plus longue. Cela dit, s'il occupe moins notre temps, il nous prend plus la tête

qu'avant, car ses frontières sont devenues floues. Grande angoisse de ceux qui n'en ont pas encore (les jeunes) ou plus (les chômeurs), il est la grande souffrance de ceux qui en ont, mais trouvent toujours qu'ils en ont trop. À la pénibilité physique, qui touche moins de métiers, se sont substitués d'autres maux : ennui, pression et isolement professionnels... En fait l'hétérogénéité du travail est devenue considérable, ce qui rend moins lisible le système général par répartition : chacun a de très bonnes raisons de se sentir lésé, oublié, méprisé... et ce, quelle que soit la réforme. Pour autant, il ne faut pas négliger le fait que si la retraite est un droit, elle est aussi une rupture critique dans le cours de l'existence. Comme avec la naissance du

sur les fractures générationnelles. Entre un jeune sans emploi ni formation ni étude (le « Neet ») et l'étudiant, l'écart est gigantesque, tout comme entre le retraité précaire et le senior fringant. Le noeud de notre problème français est la décision prise par François Mitterrand en 1982 d'instaurer la retraite à 60 ans. Ce qui présentait alors comme une formidable conquête sociale à l'aune du XIX<sup>e</sup> siècle était un gigantesque anachronisme au regard du XXI<sup>e</sup> siècle. Nombreux étaient ceux qui, à gauche, avaient pleine conscience des dangers d'une telle réforme : Pierre Mauroy, Michel Rocard, Jean-François Kahn, et bien d'autres. En 1991, le « livre blanc » l'assène : c'était une erreur historique qui fragilise durablement le système de répartition. Cela fait aujourd'hui quarante ans que la France traîne ce boulet politique et social. De 1993 à nos jours, six réformes se sont succédé pour tenter d'en atténuer les effets, toutes insuffisantes pour assurer la pérennité du dispositif. Parions sans gros risques que celle de 2023, objet de tant de passions déchainées en dépit de sa modestie, ne sera pas la dernière.

Il n'y a qu'en France, souligne-t-on, qu'une telle réforme a tant de mal à passer. Sommes-nous un peuple ingouvernable ?

Le peuple français est difficile à gouverner parce qu'il attend tout du gouvernement : la liberté, l'égalité, le bonheur, et le pouvoir d'achat ! Forcément, il sera déçu... D'autant que le gouvernement est lui aussi convaincu que son rôle est d'occulter tout cela au bon peuple... : alors forcément, il sera décevant. On lui demande de grossir pour mieux protéger, mais de maigrir pour respecter les libertés « droite de régime ! Cette double contrainte produit une gigantesque impuissance publique. La France n'est pas seulement ingouvernable parce que les Français râlent, mais parce que les gouvernements n'osent pas gouverner.

L'empire des normes, le règne de la « transparence », l'hyppertrophie des contre-pouvoirs qui deviennent, comme dit Marcel Gauchet, des « anti-pouvoirs » systémiques, tout cela bloque l'action et décourage la démocratie : pourquoi voter pour des élus qui s'avouent impuissants et disent eux-mêmes qu'on a de bonnes raisons de se méfier d'eux ? Tel est le cœur de la crise.

« Vingt ans de formation ; quarante ans de travail ; vingt ans de retraite » : tel est le triptyque de notre modèle social. Ne faut-il pas radicalement tout repenser ?

On peut rêver. Imaginons que le système de répartition soit sécurisé en termes de financement. À la place du triptyque formation-emploi-retraite, on pourra d'abord envisager, comme c'est déjà (un peu) le cas, une « formation tout au long de la vie ». On pourra aussi considérer un travail prolongé, qui commencerait en douceur (cela s'appelle l'alternance) et finirait en sursolèpe par un cumul emploi/retraite : c'est aussi (un peu) prévu. Mais on pourra aussi inventer une « retraite tout au long de la vie », dont le principe serait : vous acceptez de travailler vraiment plus longtemps, mais avec la possibilité, au cours de votre carrière, de prendre du temps pour vous. Cela s'appelle le « droit au repit ». Il se rait conçu sur le modèle du congé maternité (même si celle-ci n'a rien d'un repit), mais en élargissant les motifs. Ce droit correspondrait à une forme nouvelle de pénibilité du travail, propre aux temps hypermodernes, devenue moins physique que morale. Voilà un bel horizon. Ne cachons pas que la mise en œuvre d'un tel droit sera complexe, mais y réfléchir contribuera à sortir du débat français sur les retraites, devenu à la fois hyper-compassionnel et ultra-technocratique. Il est plus que temps d'y remettre le peu d'existence ! ■

*« Auteur de nombreux ouvrages remarqués, Pierre-Henri Tavoillot a notamment publié « La guerre des générations aura-t-elle lieu ? » (Calmann-Lévy, 2017), avec Serge Guérin, et, plus récemment, « Comment gouverner un peuple-roi ? Traité nouveau d'art politique » (Odile Jacob, 2019).*

La France n'est pas seulement ingouvernable parce que les Français râlent, mais parce que les gouvernements n'osent pas gouverner

premier enfant, c'est tout le quotidien qui se trouve chamboulé. Mais alors qu'un enfant apporte du bien et du plein (parfois trop !), la retraite est menacée par le rien. Elle est loin d'être l'âge d'or que l'on décrit parfois : plus d'agenda, un relationnel amputé, une identité incertaine, un sentiment d'inutilité sociale... L'arrêt brutal de l'activité professionnelle n'est pas bon du tout pour l'espérance de vie.

Certains soulignent l'injustice générationnelle de cette réforme : une génération de « boomers » aurait profité d'un système au détriment des jeunes actifs. Cette question des retraites ne renforce-t-elle pas la question de la guerre des générations, dont vous dites dans votre livre qu'elle n'aura pas lieu ?  
Sans nier les disparités intergénérationnelles, je ne vois aucun signe de conflit : toutes les générations me semblent aujourd'hui parfaitement réunies pour faire la guerre... au gouvernement ! De plus, les fractures sociales et territoriales me semblent l'emporter de beaucoup

Lire aussi PAGES 4 À 6



## PIERRE-HENRI TAVOILLOT

La retraite était conçue comme un secours contre l'indigence, elle est désormais le financement d'une nouvelle tranche de vie, analyse l'universitaire, président du Collège de philosophie et auteur de *Comment gouverner un peuple roi ?*